

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXANS France

41 rue Maurice Gorse
18500 Mehun-Sur-Yèvre

Références : -

Code AIOT : 0010004439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement NEXANS France implanté 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS France
- 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010004439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lynxeo (anciennement NEXANS France) implantée à Mehun-sur-Yèvre réalise l'étude

technique et la production de câbles électriques d'instrumentation, de puissance, de hautes et basses tensions, téléphoniques et de compensation.

La société Lynxéo (anciennement NEXANS France) est le leader Français de l'industrie du câble, ses câbles et systèmes de câblage sont présents dans les télécommunications et les réseaux d'énergie, en passant par l'aéronautique, l'espace, la construction, l'automobile, le ferroviaire, la pétrochimie, les applications médicales, l'informatique, etc.

Le site de Mehun-sur-Yèvre est autorisé par l'arrêté préfectoral du 7 août 2012 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'un dossier de réexamen IED et un rapport de base relatifs à la rubrique 3410 doivent être adressés à monsieur le préfet du Cher conformément aux articles R.515-72 et R.515-59 du code de l'environnement avant le 12/12/2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.3.10	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1.4.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'étab	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/12/2023, article R512-39-1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Conditions générales de	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012,	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rejet	article 3.2.3.			
14	VLE concentration rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.4.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
15	VLE flux rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
16	Surveillance des rejets et périodicité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Surveillance des rejets et périodicité pour les chaudières	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.2.2	/	Sans objet
6	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.2	/	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 07/08/2012, article 7.5.3		
8	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.5	/	Sans objet
11	Points de rejets - débouchées	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
13	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.1.1.	Susceptible de suites	Sans objet
18	Déchets - Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/05/2008, article 4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.1.1			
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 			
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p>			
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Eau souterraine	X = 590052	041814U0006	40 000

(forage)	Y = 2239208		
Réseau public	Mehun-sur-Yèvre		5 000

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a consulté les consommations d'eau relatives à l'année 2024 et au début d'année 2025 (janvier à septembre). L'inspection a constaté que la société a prélevée les volumes suivants :

Années	2024	2025
Volume d'eau souterraines consommées (m ³)	5 795	5 321
Volume d'eau du réseau consommées (m ³)	3 342	1 656

L'inspection a constaté que les volumes d'eau consommée en 2024 et début 2025 respectent les prescriptions du présent arrêté.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que de gros travaux ont été effectués afin de détecter des fuites sur le réseau. Selon l'exploitant, la diminution de la consommation d'eau est principalement liée à la détection des fuites.

Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, des valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5)

Paramètres	Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés
Matières en suspension totale (MEST)	100 mg/Nm ³
Demande Chimique en oxygène (DCO)	300 mg/Nm ³
Demande biologique en oxygène (DBO5)	100 mg/Nm ³
Métaux lourds totaux	15 mg/Nm ³
Hydrocarbures totaux	10 mg/Nm ³
AOX	1 mg/Nm ³

[...].

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des eaux exclusivement pluviales pour l'année 2024 (les analyses ont été réalisées suite à des prélèvements instantanés d'eaux pluviales).

L'inspection a constaté que les valeurs limites d'émissions (VLE) ne sont pas respectées pour la DCO (340 mg/lau lieu de 300 mg/l) et pour la DBO5 (148 mg/lau lieu de 100 mg/l).

L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces dépassements sont dus à une erreur de prélèvement.

En effet, selon l'exploitant et le rapport d'analyse (n° 0797533/20314501/7/1/2 rev0 réalisé par la société Bureau Veritas) le prélèvement a été réalisé au point de rejet des eaux usées et non au point de rejet des eaux pluviales.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle campagne de mesure va être réalisée en octobre 2025.

L'exploitant transmettra les résultat des mesures réalisées en 2025.

Constat : Les valeurs limites d'émission des eaux pluviales ne sont pas respectées

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1.4.5
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société a changé d'exploitant.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que la société a changé d'exploitant en date du 1^{er} juillet 2025.</p> <p>La société est désormais exploitée par le groupe Lynxeo appartenant à Latour Capital.</p> <p>Constat : Le changement d'exploitant n'a pas été notifié à monsieur le Préfet du Cher</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'étab

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.2.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant réalise l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses informatiquement au moyen du logiciel "ALPHATEA".</p> <p>L'inspection a constaté que l'état des stocks tenu par l'exploitant détaille la nature, l'état physique, la quantité maximale et l'emplacement des substances et préparations dangereuses présentent dans l'installation.</p> <p>L'inspection a constaté que le logiciel permet également d'accéder directement aux fiches de données de sécurité (FDS) associées à ces substances et préparations.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par échantillonnage le stockage de SILFIN 59 stocké dans le bâtiment / local nommé "SILANE".</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 9 fûts de 200 litres dans le bâtiment de stockage "SILANE".</p> <p>L'inspection a constaté qu'un tableau de compatibilité des substance est affiché dans la local de stockage et que les principales mentions de dangers sont également mentionnées. L'exploitant a présenté à l'inspection la FDS relative au SILFIN 59.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'état des stock est mis à jour lors des inventaires.</p> <p>Constat : L'état des stock n'est pas constamment tenu à jour</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...].</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de l'établissement identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosions de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées sur le site.</p> <p>L'inspection a constaté que le site est doté d'un plan "Établissement Répertoriés" (ETA Ré.) afin d'organiser au mieux une prévision tactique pour favoriser le travail des sapeurs-pompiers.</p> <p>L'inspection a constaté que le plan "ETA Ré." de l'établissement détaille la nature et la quantité des produits utilisés, leurs risques associés ainsi que les lieux et modes de stockages.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les</p>

symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage le local de stockage du SILFIN 59 (local "SILANE" situé au Nord-Ouest du site). L'inspection a constaté que le stockage du SILFIN 59 est réalisé dans un local ATEX fermé à clé (local SILANE), le produit est entreposé dans des fûts métalliques de 200 litres sur des rétentions. Lors de la visite, l'inspection a constaté 9 fûts de 200 litres de SILFIN 59 et 2 bidons de 25 litres d'alcool dénaturé.</p> <p>L'inspection a également constaté que les symboles de danger et les codes correspondant aux produits sont indiqués de façon lisible.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage les conditions de stockage du SILFIN 59 dans le local situé au Nord-Ouest du site. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le local de stockage contient 9 fûts de 200 litres de SILFIN 59 et 2 bidons de 25 litres d'alcool dénaturé.</p> <p>L'inspection a constaté :</p>

- 7 fûts de 200 litres sur une rétention de 800 litres ;
- 2 fûts de 200 litres sur une rétention de 208 litres ;
- 2 bidons de 25 litres sur une rétention de 72 litres ;

Pas d'écart constaté lors de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 7.5.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée où assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées à contrôlé par échantillonnage les conditions de stockage du SILFIN 59 dans le local "SILANE" (situé au Nord-Ouest du site).

L'inspection a constaté que le stockage est bien réalisé sur rétention et que l'exploitant s'assure que les substances stockées sur une même rétention ne sont pas incompatibles.

En effet, l'inspection a constaté la présence d'un tableau de compatibilité des produits à l'entrée du local.

Lors de la visite, l'inspection a également constaté que les stockages ne sont pas réalisés sous le niveau du sol et que les volumes de rétention sont disponibles (rétention vide le jour de la visite).

Pas d'écart constaté lors de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/12/2023, article R512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité Fonderie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

AP du 07/08/2012- Article 1.4.6

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 39-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R 512- 39-2 à R 512- 39-5, l'usage à prendre en compte n'est pas envisagé à ce jour. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a notifié à monsieur le préfet la cessation de certaines activités par courrier du 4 mars 2024.

En effet, le courrier transmis à l'inspection le 4 mars 2024 mentionne la cessation d'activité de :

- la centrale de production de polyéthylène et son démantèlement complet en 2014 ;
- l'arrêt de la chaudière n°2 et son remplacement en 2020 ;
- l'arrêt de l'activité d'étamage (suppression de l'activité de traitement de surface) en 2021 ;
- l'arrêt de l'activité de broyage des purges de PVC en 2021 ;
- l'arrêt de la chaudière de chauffage n°3 et consignation en 2022, le démantèlement a été réalisé en 2024 ;
- l'arrêt des équipements sous pression (tube à vulcaniser D1, D2 et chainette 1) en 2022 ;
- l'arrêt de la chaudière à vapeur instantanée en 2023 démantèlement réalisé en 2024 ;
- l'arrêt de l'extrudeuse à plomb en 2024 (démantèlement ne 2024) ;
- l'arrêt de la centrale PVC en juin 2024 (consignation de la centrale réalisée, en attente de démantèlement) ;

Cependant, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il souhaite poursuivre son activité sur le site de Mehun-sur-Yèvre.

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas sollicité la possibilité de différer la réhabilitation du site, telle que définie à l'article R. 512-75-1.

L'exploitant notifiera au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

Constat : L'exploitant n'a pas sollicité la possibilité de différer la réhabilitation du site

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont correctement entretenues.
[...].

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations juillet classées a constaté que la centrale PVC n'est plus en service (consignation de la centrale réalisée en juin 2024 selon l'exploitant).

L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'entretien rapport d'intervention réalisé sur la centrale XHFFR le 29 juillet 2024 (remplacement des filtres) et le 30 décembre 2025 (Inspection des filtres).

L'exploitant transmettra un justificatif de l'entretien réalisé sur la centrale XHFFR en 2025.

Constat : L'exploitant justifiera l'entretien de la centrale XHFFR en 2025

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Points de rejets - débouchées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les conduits des deux lignes de vulcanisation et celui de la centrale de mélange XHFFR ont été modifiés et qu'ils sont désormais verticaux pour favoriser une bonne dispersion des rejets atmosphériques.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

Conduit	Rejet des fumées des installations raccordées	Vitesse mini d'éjection (m/s)
1	Brûlage câble	2,6
5	Conduite générale	7,2
8	Tréfileuse M450	12,1
10	Chaudière gaz n°1	12,8
10 bis	Chaudière gaz n°2	10,1
12	Chaudière vapeur n°1	3,6

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection les deux derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques du site (intervention du 7 au 9 octobre 2024 et intervention du 29 janvier 2025).

Le rapport du contrôle réalisé par la société Bureau Veritas le 29 janvier 2025 mentionne que les VLE relatives aux vitesse d'éjection des fumées ne sont pas respectées pour les chaudières "CH1 Chauffage gaz 1", "CH2 Chauffage gaz 2" et pour le tréfileuse M450.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'organisme missionné n'a pas été en capacité de démontrer par calcul que les vitesse d'éjection des gaz sont conforme aux VLE.

Selon l'exploitant, il faudrait que les brûleurs des chaudières soient "à fond" pour obtenir la bonne vitesse d'éjection même sur la chaudière la plus récente.

Concernant la VLE sur la vitesse minimale d'éjection sur la tréfileuse M450, l'exploitant a rappelé à l'inspection que cette VLE a été reprise de résultats de mesures réalisées dans le cadre du dossier.

Constat : L'exploitant ne peut justifier de vitesse d'éjection des gaz au débouché conformes aux VLE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le programme de surveillance dans le sous-domaine des émissions industrielles a été mis à jour par l'exploitant.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté que le plan de surveillance mentionne désormais les lignes de "Bains de sel" - BS01 et BS02 ainsi que la centrale XHFFR.</p> <p>L'inspection a également constaté que l'activité de tréfilage a été ajoutée, les chaudières sont suivies indépendamment et l'activité de broyage a été supprimée.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : VLE concentration rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Conduit n° ----- ----- Concentra t i o n (mg/Nm3)	1	5	8	10	10bis	12
Poussières	5		5	5	5	5
SO ₂	/	/	/	35	35	35
NO ₂	/	/	/	150	150	150
HCl	/	/	/	/	/	/
COV _{total}	5	150	10	/	/	/

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la centrale PVC est à l'arrêt (consignation de la centrale réalisée, en attente de démantèlement).

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques du site (intervention du 7 au 9 octobre 2024 et intervention du 29 janvier 2025).

L'inspection a constaté sur ces rapports les résultats suivants :

- Chaudière gaz n°1 (conduit n°10) :
 - Poussières : 0 < 5mg/Nm³

- SO₂ : 0 < 35mg/Nm³
- NO₂ : 168 > 150mg/Nm³ => **Non conforme**
- Chaudière gaz n°2 (conduit n°10 bis) :
 - Poussières : 0 < 5mg/Nm³
 - SO₂ : 0 < 35mg/Nm³
 - NO₂ : 74,7 < 150mg/Nm³
- Chaudière vapeur n°1 (conduit n°12) :
 - Poussières : 0,248 < 5mg/Nm³
 - SO₂ : 0mg/Nm³
 - NO₂ : 170mg/Nm³
- Tréfileuse M450 (conduit n°8) :
 - Poussières : 0 < 5mg/Nm³
 - COV_{totaux} : 1,99 < 10mg/Nm³
- Conduit général (conduit n°5) :
 - HCl : 0 < 10mg/Nm³
 - COV_{totaux} : 1,34 < 150mg/Nm³
- Brûlage câble (conduit n°1) :
 - Poussières : 0 < 5mg/Nm³
 - HCl : 0 < 5mg/Nm³
 - COV_{totaux} : 3,65 < 5mg/Nm³

Constat : La VLE n'est pas respectée sur les concentration en rejets de NO_x sur la chaudière n°1

Lors de l'inspection, l'exploitant a rappelé à l'inspection que les VLE (liées aux rejets atmosphériques) de l'établissement ont été déterminées à partir de résultats de mesures et qu'elles sont beaucoup plus restrictives que les VLE de l'arrêté ministériel réglementant les installations de combustions (rubrique 2910).

Comme indiqué lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspection rappelle à l'exploitant que sur un site à autorisation si l'arrêté préfectoral réglemente les installations 2910 alors l'AMPG-2910 DC ne s'applique pas et seules les dispositions de l'AP s'appliquent. Il appartient à l'exploitant d'adresser au préfet une demande de modification de son arrêté préfectoral avec tous les éléments nécessaires à l'appréciation de cette demande.

L'exploitant devra dans un porter à connaissance, indiquer l'ensemble des caractéristiques des installations de combustion présentent sur site, les évolutions passées et à venir. Celui-ci devra se positionner sur les VLE et les paramètres à respecter selon l'arrêté du 03/08/2018 et le cas échéant pourra demander une mise à jour de son arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : VLE flux rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans

l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Conduit n° ----- ----- Flux (kg/h)	1	5	8	10	10bis	12
Poussières	0,0115	/	0,140	22	18	9

SO2	/	/	/	77	123	/
NO2	/	/	/	/	525	/
HCl	0,0115	0,0025	/	/	/	/
C O V t o t a u x	0,0115	0,341	0,280	330	/	/

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la centrale PVC est à l'arrêt (consignation de la centrale réalisée, en attente de démantèlement).

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques du site (intervention du 7 au 9 octobre 2024 et intervention du 29 janvier 2025).

L'inspection a constaté sur ces rapports les résultats suivants :

- Chaudière gaz n°1 (conduit n°10) :
 - Poussières : $0 < 22\text{kg/h}$
 - SO_2 : $0 < 77\text{kg/h}$
 - No_2 : $0,272 > 330\text{kg/h}$
- Chaudière gaz n°2 (conduit n°10 bis) :
 - Poussières : $0 < 18\text{kg/h}$
 - SO_2 : $0 < 123\text{kg/h}$
 - No_2 : $0,135 > 525\text{kg/h}$
- Chaudière vapeur n°1 (conduit n°12) :
 - Poussières : $0,261 < 9000\text{g/Nm}^3$
- Tréfileuse M450 (conduit n°8) :
 - Poussières : $0 < 0,14\text{kg/h}$
 - $\text{COV}_{\text{totaux}}$: $0,0278 < 0,28\text{kg/h}$
- Conduit général (conduit n°5) :
 - HCl : $0 < 0,0025\text{kg/h}$
 - $\text{COV}_{\text{totaux}}$: $0,868 < 341\text{g/h}$
- Brûlage câble (conduit n°1) :
 - Poussières : $0 < 0,0115\text{kg/h}$

- HCl : $0 < 0,0115\text{kg/h}$
- $\text{COV}_{\text{totaux}}$: $0,0119 < 0,0115\text{kg/h} \Rightarrow \text{Non conforme}$

Constat : La VLE n'est pas respectée sur les flux en rejets de $\text{COV}_{\text{totaux}}$ pour le brûlage câble

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Surveillance des rejets et périodicité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Arrêté Préfectoral du 07/08/2012- Article 8.2.1.1

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants [...]

La fréquence des analyses est annuelle selon les paramètres:

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la centrale PVC est à l'arrêt (consignation de la centrale réalisée, en attente de démantèlement).

L'exploitant a présenté le plan de surveillance des installations à l'origine d'émission atmosphérique.

Ce plan de surveillance mentionne une surveillance annuelle pour les deux lignes de Bains de sel, la centrale XHFFR, les deux chaudières à gaz, les deux chaudières à vapeur, le laboratoire de brûlage de câble, la tréfileuse M450 et la conduite générale.

L'exploitant a également présenté les deux derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques du site (intervention du 7 au 9 octobre 2024 et intervention du 29 janvier 2025).

Ces rapports portent sur le contrôle de la ligne de Bain de sel n°2, la centrale XHFFR, les deux chaudières à gaz, la première chaudière à vapeur (la seconde ayant été remplacée en cours d'année), le laboratoire de brûlage de câble, la tréfileuse M450 et la conduite générale.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la mesure n'a pas été réalisée sur le Bains de sel n°1 car il n'était pas en fonctionnement lors de la visite.

L'exploitant a également présenté le bon de commande pour le contrôle du mois d'octobre 2025.

L'exploitant transmettra le rapport du contrôle réalisé en octobre 2025 ainsi que le bon de commande pour le contrôle prévu en janvier 2026.

Constat : La surveillance de la qualité de l'air n'a pas été réalisé sur la ligne "Bain de sel n°1" lors de la dernière campagne de mesure

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Surveillance des rejets et périodicité pour les chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des émissions atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants [...]

La fréquence des analyses est annuelle:

conduit 10/10bis/11/12

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations a constaté que les deux chaudières utilisées pour le chauffage ainsi que les deux chaudières à vapeurs sont mentionnées dans le plan de surveillance des émissions atmosphériques avec une périodicité de contrôle annuelle.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle réalisé par la société Bureau Veritas le 29 janvier 2025. Le rapport de ce contrôle mentionne la vérification des deux chaudières relatives au chauffage ainsi que la chaudière à vapeur n°1.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la chaudière à vapeur n°2 n'a pas été contrôlée en 2025 car l'ancienne chaudière à vapeur a été consignée en 2023, démantelée en 2024 et que la nouvelle chaudière a été installée en 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle campagne de mesures va être réalisée en janvier 2026 et qu'elle concernera les deux chaudières relatives au chauffage et les deux chaudières à vapeurs.

Constat : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des chaudières pour justifier du respect de la périodicité de contrôle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Déchets - Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a bien effectué la déclaration GEREPP relative à l'évacuation des déchets de l'établissement pour l'année 2024.

L'inspection a constaté que cette déclaration est similaire au registre d'évacuation des déchets de l'année 2024.

Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée

Type de suites proposées : Sans suite